

La Participation Publique : Cruciale pour le succès de l'Initiative Marocaine pour le Développement Humain

Le 18 mai 2005, lors d'un discours à la nation bien accueilli, S.M le Roi Mohammed VI du Maroc a lancé l'Initiative Nationale pour le Développement Humain.

Il décrit cette Initiative comme « un projet global et d'une forte mobilisation tous azimuts » pour « permettre (aux catégories et les régions défavorisées) de prendre en charge leur propre essor, et de réaliser le développement humain durable ».

Ses objectifs incluent l'augmentation des services sociaux et l'infrastructure de base, la création d'emplois et de salaires réguliers, et l'amélioration des services pour les personnes les plus vulnérables.

S.M le Roi Mohammed VI, a déclaré que l'Initiative « est un chantier de règne, ouvert en permanence » et qui ciblera 360 communes rurales et 250 quartiers urbains pauvres qui sont le plus dans le besoin. Cette Initiative sera financée par le budget général de l'Etat sans faire recours à un nouvel impôt ou charge fiscale.

S.M le Roi Mohammed VI, a souligné que la participation publique doit être incorporée dans toutes les facettes de la mise en application de l'Initiative pour atteindre ses buts ambitieux, y compris « une véritable ingénierie sociale » pour le pays.

Son assertion provient de la leçon de base des expériences en développement de part le monde qui dit que les communautés ont besoin de mettre en application des projets qu'elles déterminent et qui encouragent de manière efficace le développement durable (partenariats privé-public, prises de décision en connaissance de cause, économie flexible et auto-suffisance).

S.M le Roi Mohammed VI, encourage des stratégies qui catalysent et facilitent la participation communautaire dans la planification du développement, ainsi que le transfert des connaissances nécessaires à aider des communautés à gérer des projets dans des régions entières du Maroc.

S.M le Roi Mohammed VI, a chargé le Premier Ministre, Monsieur Driss Jettou, et le gouvernement de « donner corps à cette nouvelle Initiative, sous forme de programmes et de projets intégrés et tangibles sur le terrain », et de lui soumettre « dans les trois mois à venir, un plan d'action complet ».

Les cinq stratégies suivantes qui encouragent la participation publique dans le développement local devraient être considérées pour le plan d'action de l'Initiative.

Les stratégies aideront à « traduire » l'Initiative en réalité pour le bénéfice du peuple marocain et serviront de modèle, afin de traiter de manières efficaces, les défis et les menaces auxquels font face les nations d'Afrique et du Moyen Orient.

### **Stratégie I : Formation en facilitation**

L'Initiative devrait entamer une période de formation de deux semaines, en méthodes de facilitation pour des milliers d'instituteurs et autres membres de la communauté, ainsi qu'à des techniciens extérieurs et des personnes intermédiaires qui assureront la liaison entre le gouvernement et les organisations à but non lucratif.

Il est tout à fait approprié d'inclure cette stratégie dans l'Initiative, puisque S.M le Roi Mohammed VI, soulignait dans son discours « le rôle déterminant de la mise en oeuvre optimale de la réforme du système d'éducation et de formation en tant que levier capital de mobilité et d'intégration sociales ».

Les instituteurs ruraux, par exemple, qui cherchent absolument à améliorer les conditions sociales dans les villages où ils enseignent, deviendront d'excellents facilitateurs de développement communautaire, une fois qu'ils auront reçu une formation, et seront affectés de manière à atteindre la zone d'impact de l'Initiative.

Les techniques de facilitation encourageront une large participation communautaire dans le développement local.

L'expérience de développement interactive créera des relations mutuellement bénéfiques et une confiance parmi les participants.

En général, les communautés pourront déterminer leurs priorités de développement en six réunions de deux heures chacune.

Au début, des experts internationaux (venant des secteurs public et privé) pourraient faire part de leurs propres méthodes de facilitation de la participation et les adapter aux communautés marocaines et à leurs homologues.

### **Stratégie II : Etablir des centres de conception et de formation pour le développement communautaire**

Les centres joueront un rôle clef en offrant une assistance aux personnes les plus vulnérables à la pauvreté. Ils répondent donc, à un objectif primaire de l'Initiative.

Les centres de conception et de formation, situés dans les communautés et gérés par les membres de la communauté, pourraient dans un premier temps, aider ces derniers à déterminer leurs buts prioritaires, et dans un second temps, les aider à concevoir et à mettre en application ces projets afin qu'ils atteignent leurs objectifs.

Les centres offrent également une formation en facilitation en méthodes d'agriculture moderne, de santé, et autres connaissances demandées par les populations locales.

En résumé, ils peuvent être un lieu central pour les besoins en développement des communautés, et cela en transférant les connaissances à la population locale. Les centres sont donc les fora (forums) qui catalysent le changement démocratique positif.

Dans son discours S.M le Roi Mohammed VI, a demandé « à la classe politique, dans la perspective des échéances partisanes et électorales à l'horizon de 2007, d'inscrire au coeur de ses préoccupations l'élaboration de projets concrets dans le but de donner corps à cette Initiative, pour la réhabilitation de l'action politique ».

Les acteurs politiques qui basent leurs projets sur les priorités établies par leur circonscription, aideront à atteindre ces buts, et amélioreront leur propre succès grâce à un meilleur soutien du public.

Les membres de la communauté et les dirigeants qui vont acquérir les connaissances, et suivre la formation nécessaire pour atteindre le développement collaboratif, seront d'excellents candidats à l'échelle locale et nationale.

En effet, ils prendront conscience que la première action à entreprendre, afin d'aboutir à un mouvement social efficace, est de programmer une série de réunions communautaires où les personnes de la localité auront l'opportunité d'exprimer leurs craintes et leurs besoins.

Ils comprendront également que la collaboration inclusive dans la planification et la gestion du développement local ouvre les portes pour que leur nation atteigne son potentiel de développement.

Ainsi, une nouvelle classe de dirigeants politiques locaux émergera et sera plus qualifiée pour résoudre les problèmes des citoyens.

### **Stratégie III : Aider à la création d'associations locales**

Des expériences de part le monde, ont démontré que les associations se forment et que la société prend plus d'ampleur, lorsque les communautés collaborent pour accomplir le programme de développement qu'elles ont défini.

Ceci a un impact sur « l'architecture » de la société parce que des niveaux de coopération se créent quand des communautés voisines mettent en application des projets qui sont bénéfiques à toute la région.

Le Maroc connaît durant ces dernières années, une augmentation substantielle du nombre d'ONG locales. Cela est dû grâce aux réformes du processus de création et d'enregistrement des associations. Toutefois une évaluation des nouvelles réformes est nécessaire pour permettre à l'Initiative de continuer à promouvoir une société civile novatrice.

### **Stratégie IV : Concentration sur l'eau potable, l'irrigation et la plantation d'arbres**

Les communautés rurales dans tout le pays, identifient régulièrement ces trois projets comme priorités essentielles.

Ces trois projets sont également les objectifs de l'Initiative

- ▶ Plus que tout autre projet, l'eau potable diminue la mortalité infantile et les maladies parmi la population.
- ▶ L'irrigation moderne augmente l'utilisation des réserves en eau, et crée la possibilité de construire des écoles, des cliniques, des coopératives féminines et autres centres de services, en augmentant la surface de terrain qui a accès à l'eau potable.
- ▶ Les arbres fruitiers diversifient les revenus des ménages, et peuvent aider à éviter la dislocation rurale causée par le libre-échange avec les Etats-Unis.

La forêt marocaine fait face à « des menaces sérieuses » qui ont un impact sur 4 millions de personnes, selon la Haute commission pour l'eau, la forêt, et la lutte contre la désertification.

« La journée nationale de l'arbre » devrait être célébrée plus tôt dans l'année et renforcée par l'Initiative pour inclure la plantation de millions d'arbres fruitiers et forestiers tous les ans.

### **Stratégie V : Créer une « Agence de coordination »**

Une « agence de coordination » est un cadre administratif qui organise les résultats des stratégies décrites ci-dessus. Elle a la flexibilité d'opérer à des niveaux locaux, provinciaux, nationaux et internationaux afin de négocier des partenariats (entre communautés, agences gouvernementales, et ONG) qui encouragent le développement local.

Un support actif de S.M le Roi Mohammed VI, est nécessaire pour permettre à l'agence proposée de s'assurer que l'Initiative est mise en application de manière à refléter ses buts « vitaux ».

S.M le Roi Mohammed VI a dit que « il a été jugé pertinent d'adopter des critères objectifs d'urgence pour déterminer les bénéficiaires à titre prioritaire ».

Parmi les cas prioritaires se trouvent des villages dans les zones rurales proches des parc nationaux et des réserves naturelles du Maroc. Dans la plupart plusieurs des cas, ces villages sont parmi les plus isolés et les plus pauvres du pays.

De nouveaux revenus générés dans ces communautés réduiraient la dépendance locale sur les ressources naturelles des zones protégées, ce qui à son tour aidera à la conservation naturelle.

De cette manière, le développement économique lui-même fait avancer les buts environnementaux.

Ainsi, l'Initiative devrait en premier lieu concentrer ses efforts sur ces zones et celles qui multiplient les bénéfices.

En se basant sur une douzaine d'expériences de développement dans le Maroc rural au cours des 12 dernières années, une projection financière réaliste serait que 100 millions de dollars US (USD) pourraient atteindre les buts de développement de l'Initiative pour 500.000 personnes.

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe devraient faire leur possible pour aider le Maroc dans sa mobilisation auto-proclamée pour amener le développement dans des zones pauvres susceptibles aux extrémismes, aux zones rurales qui pourraient souffrir des mêmes difficultés que le Mexique à cause du libre-échange, et créer un modèle pour la région.

La communauté internationale devrait doubler le budget annuel proposé par l'Initiative et soutenir les projets que les communautés marocaines ont déterminé pour elles-mêmes, ce qui contribuerait à renforcer une confiance internationale bien nécessaire.

Le Maroc doit aussi travailler dur pour lever des fonds auprès de la communauté internationale (gouvernements étrangers, le monde des affaires, et les individus privés). Quelques dignitaires marocains importants le font déjà.

Pour un coût relativement bas, bien moindre que celui d'un programme d'aide typique, ces stratégies qui font partie du plan d'action de l'Initiative peuvent se montrer parmi les manières les plus efficaces d'atteindre ses buts.

Les stratégies sont, dans un sens, des extensions naturelles de l'Initiative et partagent son objectif ultime énuméré par S.M le Roi Mohammed VI : « Notre ultime dessein est-il d'élargir le cercle des opportunités et les espaces de choix qui s'offrent à l'homme et à la femme marocains ».

Il a été établi que la participation publique est la méthode qui y arrivera le plus efficacement.

La question pour l'Initiative est la suivante : Est-ce qu'elle mettra en application la participation publique dans les communautés à travers le Royaume, par laquelle les populations locales concevront et géreront les projets qui répondent à leurs besoins uniques ? Si c'est le cas, elle réalisera encore mieux la vision courageuse et potentiellement historique, présentée par S.M le Roi Mohammed VI, pour le Maroc.

Auteur : Jason Ben-Meir

Jason Ben-Meir est président de la Fondation du Haut Atlas, une organisation non gouvernementale créée aux Etats-Unis d'Amérique dans le but d'aider au développement communautaire au Maroc.

Il a été Volontaire du Corps de la Paix et Directeur adjoint de cette organisation au Maroc.

Il est membre de l'Institut américain des études du Maghreb et candidat à un doctorat en sociologie à l'Université du Nouveau Mexique d'Albuquerque .

Tanmia, le portail du développement au Maroc